L'ONG religions pour la paix et la médiation interreligieuse dans les guerres civiles et les conflits ethno-religieux

Blandine Chelini-Pont

▶ **To cite this version:**

Blandine Chelini-Pont. L'ONG religions pour la paix et la médiation interreligieuse dans les guerres civiles et les conflits ethno-religieux. LES ACTEURS RELIGIEUX DANS L ESPACE INTERNATIONAL ; CERI SciencePo- GSRL EPHE- IRSEM- CESPRA EHESS, Dec 2018, PARIS, France. hal-02294736

HAL Id: hal-02294736
https://amu.hal.science/hal-02294736

Submitted on 23 Sep 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

« *Les acteurs religieux dans l'espace international* »

CERI (SciencesPo Paris) – GSRL (EPHE/CNRS) – IRSEM – CESPRA (EHESS)

3 et 4 décembre 2018 au CERI et à l'Ecole militaire (Paris)

Comité scientifique : Alain Dieckhoff, Jean-Vincent Holeindre, Philippe Portier
Comité d'organisation :
CERI et IRSEM : Etienne Dignat (CERI/IRSEM), Isabel Ruck (CERI)
CESPRA : Zehra Cunillera
GSRL : Pierre Baudry, Lucian Cirlan, Maryam Mouzzouri

L'ONG RELIGIONS POUR LA PAIX ET LA MÉDIATION INTERRELIGIEUSE DANS LES GUERRES CIVILES ET LES CONFLITS ETHNO-RELIGIEUX.

Blandine CHELINI-PONT
Université d'Aix-Marseille

L'ONG multilatérale - comme elle se définit elle-même - Religions pour la Paix -World Conference on Religions and Peace- WCRP, est née en 1970. Elle n'a jamais cessé de s'élargir et comprend aujoud'hui un Conseil mondial de leaders religieux de toutes les régions du monde, six structures interreligieuses régionales, plus de 90 structures nationales, un réseau féminin et un réseau jeunesse, Global Women of Faith Network et Global Interfaith Youth Network. Elle jouit d'un statut consultatif de catégorie 2 auprès du Conseil Economique et Social des Nations-Unies, de l'UNICEF et de l'UNESCO.

Elle est historiquement le deuxième réseau interreligieux mondial, après celui du Parlement des Religions né aux Etats-Unis en 1892, et avant le réseau très médiatique des Rencontres interreligieuses d'Assise, initiées en 1986 par le Pape Jean-Paul II et devenues au fil des années une sorte de Sommet mondial des religions et de Forum mondial pour la paix, qui a réuni pour 2016 plus de 12000 personnes.

En terme de visibilité, Religions pour la paix n'a pas pris des grands rassemblements comme les Rencontres d'Assise ou d'autres rencontres entre représentants des religions organisées par des

Etats, comme le Congrès des religions mondiales et traditionnelles d'Astana, instrument de communication du Président kazakh Noursultan Nazarbaïev. Religions pour la paix est un réseau déployé en sections continentales et nationales qui ont une grande indépendance d'action. Il peut être considéré comme le réseau interreligieux le plus inclusif, avec des représentants des grandes religions, plus ceux de leurs rameaux hétérodoxes, intégraux ou libéraux, des représentants des religions indigènes ou traditionnelles, des religions en voie de disparition (zoroastrisme) ou des nouvelles religions. L'inclusion en question s'est construite progressivement. Lors de la Conférence fondatrice de Kyoto (1ère assemblée mondiale) ses 292 délégués représentaient déjà 39 pays : 92 étaient chrétiens, 38 bouddhistes, 19 shintoïstes, 18 musulmans, 7 juifs, 3 bahaïs, 3 sikhs, 2 zoroastriens, 1 jaïn, 1 confucéen et 10 d'autres religions.[1]

De la mobilisation classique à la diplomatie hybride

L'activité de Religions pour la paix-WCRP est structurée et pérenne avec des objectifs pratiques que se partagent le niveau international, le niveau régional et le niveau national. Cependant ses objectifs et ses méthodes ont évolué dans le temps en se complexifiant[2]. Elle présente à ce propos l'exact inverse des ONGs religieuses humanitaires, qui depuis leur expérience de terrain se sont progressivement converties à l'*advocacy* internationale et sont aujourd'hui aux premières loges pour faire évoluer le droit de la guerre, le droit humanitaire mais aussi le droit d'asile, le droit des réfugiés, le droit des migrants, etc[3]. Religions pour la paix est partie de la mise en réseau international auprès des grandes organisations, par grandes régions et par pays, en fournissant d'abord un apport théorique et consultatif, pour descendre ensuite sur le terrain.

C'est ainsi que pensée comme la vitrine des religions en matière d'éthique interreligieuse de la paix, Religions pour la paix a connu au début des années 90 un tournant concret de sa militance pacifique. Elle s'était jusque là dévouée à remplir sa tâche –construire un monde sans violence-[4] par

---

[1] Jack Homer, *WCRP*, *A History of the World Conference on Religion and Peace*, New York, Éd. WCRP, 1993

[22] https://www.swarthmore.edu/library/peace/DG051-099/DG078WCRP.html

[3] cf les ONGs Scalabrini International et International Catholic Migration Commission toutes deux inscrites avec statut consultatif auprès de l'ECOSOC. l'ICMC, fondée après la guerre pour s'occuper de replacer les réfugiés européens coordonne depuis 2011 le réseau société civile Global Forum for Migration and Development qui rassemble 700 ONG. Elle a à ce titre collaboré activement à l'élaboration du Global Compact for Migration, convention qui va être adoptée par l'Assemblée des NU en décembre 2018 à Marrakech ; De son côté, Scalabrini International Migration Network, ancien ordre catholique dévoué aux migrants italiens vers les Amériques, est aujourd'hui spécialisée dans l'aide humanitaire aux migrants et dans leur défense « internationale ». Elle a mis en place l'International Forum on Migration and Peace, comme conférence globale réunissant haque année, des décideurs politiques des États-Unis, d'Europe et d'Amérique latine ainsi que des personnalités influentes de premier plan. Lauréats du prix Nobel, hauts fonctionnaires d'organisations internationales, universitaires, ministres et décideurs de haut niveau, représentants d'institutions des Nations Unies, représentants politiques et membres d'organisations de la société civile, qui travaillent sur les questions de migration et pour les migrants. Le «Forum» tenu depuis 2009. La réunion de 2017 à Rome a eu pour objectif d'influencer les politiques et les pratiques de migration en Europe en présentant des lignes directrices sur l'intégration des migrants et des réfugiés dans les pays d'accueil, ainsi que des données sur le rôle des migrants dans la promotion du développement de leur pays d'origine.

[4] Brochure annonçant la 4e Assemblée mondiale d'août 1984 : la CRMP est « un mouvement mondial rassemblant des hommes et des femmes de foi qui se rencontrent pour faire part de leurs préoccupations concernant les nombreux facteurs et situations qui menacent la paix dans le monde et nient la dignité humaine. les éléments religieux ont aggravé plutôt que réconcilié les tensions et les conflits existants, et pourtant nous travaillerions ensemble en tant que religieux et avec tous les hommes de bonne volonté pour la

des rencontres, des débats, des conférences autour de la paix, du désarmement –guerre froide oblige- et du développement[5], mais aussi grâce à sa participation aux travaux des organisations inter-étatiques[6] se rapportant à ces thématiques. A partir des années 1980-90, elle rentre dans la même évolution que certaines ONGs non institutionnelles mais d'inspiration religieuse, comme la Communauté (catholique) Sant Egidio, vers ce qu'on peut appeler une diplomatie hybride, qui n'est pas étatique, mais qui trouve sa légitimité dans le fait qu'elle est menée directement par des acteurs religieux transformés en représentants de la société civile par ailleurs déchirée dans le conflit, se substituant en quelque sorte aux diplomates nationaux ou internationaux ou les remplançant quand ils sont défaillants en cas de guerre civile et de conflits ethno-religieux.

Evolution historique de la diplomatie religieuse classique vers la diplomatie hybride

Le concept de diplomatie religieuse recouvrait par le passé les activités du pape catholique et du Saint-Siège de l'Etat du Vatican, dont la reconnaissance internationale a permis pendant des décennies une forme de leadership à caractère unique, que le développement de la communauté internationale à partir de 1918 a particulièrement favorisé. La diplomatie de la paix de l'Etat du

---

réalisation d'un monde sans violence - un monde dans lequel tout le monde pourrait vivre en liberté, la justice et la paix.

[5] La deuxième Conférence mondiale sur la religion et la paix (2e Assemblée mondiale) à Louvain, en Belgique, du 28 août au 3 septembre 1974. Y ont assisté des participants de 50 pays. Le thème général de cette assemblée était "La religion et la qualité de la vie . " Il s'agissait plus d'une conférence de travail que de la 1ère assemblée, avec plus de temps consacré à quatre commissions simultanées (désarmement et sécurité, développement économique et libération humaine, droits de l'homme et libertés fondamentales, et environnement et survie), ainsi qu'à des groupes de travail et à des tables rondes. . La Déclaration de Louvain, adoptée à une écrasante majorité, a été largement diffusée après l'assemblée.La troisième Conférence mondiale sur la religion et la paix (3ème assemblée mondiale) s'est tenue à Princeton (New Jersey) du 29 août au 7 septembre 1979 sur le thème "La religion dans la lutte de la communauté mondiale". Trois cent cinquante personnes de 47 pays ont assisté à la réunion, y compris une délégation de Chine. Le programme de visites incluses aux Nations Unies et à Washington, DC. Une quatrième Assemblée mondiale s'est tenue du 23 au 31 août 1984 à Nairobi, au Kenya. Près de 600 participants de 60 pays se sont réunis pour aborder le thème: "Les religions pour la dignité humaine et la paix dans le monde". La cinquième Assemblée mondiale s'est tenue en janvier 1989 à Melbourne, en Australie.

[6] En décembre 1970, le siège international est ouvert au Church Center for United Nations à New York, New York. L'organisation a immédiatement obtenu le statut d'organisation internationale associée au Bureau de l'information des Nations Unies. Le siège international reste à New-York jusqu'à la retraite du secrétaire général Homer A. Jack en décembre 1983. Suite à la nomination du Dr John B. Taylor au poste de secrétaire général, le siège sera transféré à Genève début 1984. Depuis l'établissement de son siège, le Secrétariat général de l'ONG a été un observateur attentif des débats et des activités de l'ONU, en particulier dans les domaines du désarmement, du développement et des droits de l'homme. Avec son statut consultatif auprès du Conseil économique et social à partir de 1973, le secrétariat et ses représentants se sont vus accorder certains privilèges pour soumettre des communications et pour tenter d'influencer les politiques des Nations Unies. Homer Jack a rédigé de nombreux mémos, articles et rapports sur des questions qui ont été distribués. aux délégués des Nations Unies et aux représentants d'autres organisations non gouvernementales (ONG). Le WCRP a coopéré avec d'autres ONG, tant au sein de comités spéciaux que d'organisations existantes telles que le Comité des ONG sur les droits de l'homme et le Comité des ONG sur le désarmement (au siège de l'ONU). Homer Jack a suivi toutes les conférences spéciales des Nations Unies (par exemple, la Conférence mondiale de l'alimentation, 1974; Les conférences de révision du Traité sur Prolifération des armes nucléaires, 1975 et 1980) et a été très actif lors des préparatifs des deux sessions extraordinaires des Nations Unies sur le désarmement (1978, 1982).

Vatican et l'intense activité pontificale en matière de paix ont été ainsi la principale activité internationale de l'Eglise catholique depuis la première guerre mondiale et sa prise de conscience que les guerres contemporaines avaient changé de nature. Depuis lors, la paix, les moyens de la préserver et les moyens de la recouvrer ont été son objectif prioritaire à côté de la préservation ou de l'avancée de ses propres intérêts. Le Saint-Siège a soutenu la création de la SDN, celle de l'ONU, il a poussé et soutenu toutes les grandes conférences de désarmement, de non-prolifération, d'interdiction des armes chimiques ou biologiques, etc. L'Eglise catholique a par ailleurs reconfiguré sa propre doctrine de la guerre juste face à l'immoralité de l'arme atomique et l'équilibre de la terreur qui en a justifié la poursuite. Cette Eglise continue de dénoncer les autres techniques sales des guerres contemporaines, comme les mines anti-personnelles, les armes désintégrantes, les bombes à fragmentation, les bombardements par drônes, etc..

Devant le public mondial, le pape prend également position sur des crises ou violences en cours, dénonce des contextes et environnements néfastes, et répète ses solutions en matière de paix ou de désarmement. Il peut s'entremettre, en personne, par diplomates ou clergé interposés, dans le dénouement de crises civiles, les négociations de cessez-le feu, les réconciliations interétatiques, etc. Le pape – et d'autres légats catholiques le représentant- ont eu quelques succès à leur actif ces dernières années : la fin de la guérilla en Colombie, la reprise des relations diplomatiques entre Cuba et les Etats-Unis (cf la présentation de Marie Gayte qui l'a étudiée à travers les archives du Vatican), le soutien à l'accord nucléaire entre l'Iran et la communauté internationale, l'arrêt des exactions birmanes contre les Royinghas.

Ces succès ne doivent pas cacher que la diplomatie institutionnelle catholique connaît des formes de limitation, dont celle de l'absence de populations catholiques qui pourraient la soutenir dans les régions conflictuelles d'aujourd'hui comme le Moyen Orient, ou celle de son inexistence diplomatique dans certains pays comme l'Arabie saoudite ou la Chine[7]. L'autre cause de l'effacement relatif de la diplomatie pontificale est enfin cette nouvelle diplomatie religieuse dont nous parlons,[8] non étatique, de terrain, localisée, encore mal évaluée, qui passe par différents canaux et qui peut être soutenue *in situ* par les instances onusiennes. Les canaux de cette nouvelle diplomatie sont les suivants :

1. l'ONG inter-religieuse pour la paix. C'est le cas de *Religions for Peace*, mais aussi d'autres ONGs moins connues comme l'International Interfaith Peace Corps, l'International Movement for a Just World [9], Conciliation Resources.[10] Une liste exhaustive de ces ONGs et de leurs actions reste à faire.

[7] la signature récente (septembre 2018) d'un accord sur la nomination des évêques entre la Chine et le Vatican peut sembler manifester un changement réciproque de stratégie.

[8] Dans laquelle il est difficile d'inclure –même si elle prétend travailler pour la paix et l'harmonie entre ses pays membres - l'Organisation pour la Conférence Islamique qui est une OIG défendant l'influence internationale de l'Arabie saoudite, fondatrice et bailleur de fond, par le truchement des intérêts de l'Ummah musulmane et défendant également la mise en forme d'une communauté internationale alternative régie par les règles islamiques.

[9] 18 d'entre elles se sont rassemblées en mars 2001 dans l'*International Interfaith Organisations Network*. cf https://interfaithorganisations.wordpress.com/member-organisations/

[10] *Conciliation ressources* propose une présentation de toutes ses médiations sur son site : https://www.c-r.org/where-we-work

2. l'ONG mono-confessante pour la paix. C'est le cas de la Communauté San Egidio qui a inventé le modèle.[11] On le retrouve désormais dans d'autres dénominations (International Network of Engaged Buddhists, Muslims for Peace, United for Peace) qui commencent à être étudiées, comme dans ce colloque, et dont les moyens d'action varient en fonction de leur amplitude et de leur capacité à pénétrer la communauté internationale.

3. Le *think tank* à prétention internationale et diplomatique, dont les initiateurs et les fonds sont plus opaques, comme l'International Center for Religion and Diplomacy, l'Institute for Multi-track Diplomacy, l'Institute for Sustainable Peace, etc.. Il n'est pas toujours facile de savoir quelle place exacte tiennent les orientations géopolitiques et les directives de tel ou tel gouvernement dans ce dernier type de structures, à mi-chemin entre le lobbying et l'interface de contact. Mais il s'agit là d'une dernière génération d'organisations *fait-based* destinées à la médiation diplomatique.[12]

Bien que nous manquions encore d'éléments pour cerner plus précisément ce troisième type de structure, nous pouvons remarquer que pour les deux premières, auxquelles *Religions for Peace* appartient, il y a une forte connection entre l'engagement interreligieux et l'engagement pour la paix, puis un basculement, depuis un engagement « théorique » doctrinal, médiatique et légaliste pour la paix, le désarmement et autre, vers une pratique de terrain. Cette évolution apparaît avec la fin de la guerre froide et l'effondrement de l'URSS. Elle manifeste la manière dont les acteurs religieux représentatifs ont – à l'instar des ONGs *faith based* composées d'acteurs civils- cherché à s'investir concrètement pour peser, après la phase réussie de leur internationalisation formelle, sur la résolution des conflits locaux.

Méthode de la médiation interreligieuse dans les conflits localisés : L'exemple du Sierra Leone

Nous avons plusieurs exemples de médiations pratiquées par Religions for Peace depuis les années 1980. Afrique du Sud[13], Sierra Leone, Bosnie, Irak, Sri Lanka, Burundi, Haïti, Philippines, Thaïlande et finalement Syrie en 2013. Pour la commodité des auditeurs, je me limiterai dans cette communication, au Sierra Leone.

Constitution du Conseil interreligieux national du Sierra Leone et négociations avec la Junte

---

[11] Les sociétés pieuses catholiques, voir des ordres religieux comme *Scalabrini International* peuvent se transformer facilement en ONG internationale, étant donné le caractère lâche du droit international en matière de personnalité juridique des ONG, hormis la Convention européenne de 1986.

[12] Ainsi, l'Institut pour la Diplomatie culturelle- Institute for Cultural Diplomacy, fondé en 1999, à Berlin et à Washington. Il se présente sur son site web comme une solution « *pour prévenir et résoudre des conflits basés sur l'identité, lesquels excèdent les pratiques de la diplomatie traditionnelle en incorporant la religion comme une part de la solution* ». En 2018, l'Institut pour la Diplomatie culturelle a organisé avec les Missions permanentes du Saint-Siège et de la Hongrie à l'ONU, un événement phare autour de la Protection des minorités religieuses en situation de guerre et de conflits, en parallèle de la 72ème Assemblée générale.

[13] L'Afrique du Sud a été un des premiers pays où Religions pour la paix s'est développée contre l'apartheid et a modélisé ses formes d'action. cf la recherche en ligne du Département of Religious Studies de l'Université de Cape Town, http://www.religion.uct.ac.za/sites/default/files/image_tool/images/113/Institutes/Archives/submissions/THE_WORLD_CONFERENCE_ON_RELIGION_AND_PEACE.pdf

Le Sierra Leone est un des premiers terrains avec l'Afrique du Sud de cette ONG. C'est à sa section nationale qu'il faut attribuer le succès des accords de Lomé de 1999, certes temporaire.[14] Il est intéressant de se pencher sur la méthode très empirique et de petit pas qu'elle a alors utilisé.

Tout d'abord, en avril 1997, la guerre civile commence quand le WCRP établit au Sierra Leone sa structure nationale, le IRSCL. Dans cette structure se regroupent tous les grands acteurs religieux du Sierra Leone, le Conseil islamique suprême, le Congrès musulman du Sierra Leone, la Fédération des associations de femmes musulmanes au Sierra Leone, le Conseil des imams, l'Union missionnaire Islamique de Sierra Leone, L'Eglise catholique, le Conseil des Eglises pentecôtistes et le Conseil des Eglises de Sierra Leone (soit 18 dénominations protestantes). Avec une population musulmane estimée à 60 % et chrétienne à 25%, les églises et les mosquées ont été des agents clefs du développement de ce pays avant et après l'indépendance. Une longue tradition de tolérance, coopération et mixité (beaucoup de mariages interreligieux) va se trouver paradoxalement fortifiée par l'éclatement de la guerre civile. Les appels au RUF (Revolutionary United Front) pour qu'il dépose les armes se multiplient du côté des leaders des deux communautés religieuses nationales.

Ce contexte de convergence entre les dénominations est renforcé par le fait que le RUF en représailles des appels, brûle indistinctement églises et mosquées, tue des missionnaires et moleste des responsables religieux nationaux parfois à mort. L'idée d'une coordination complète des forces religieuses du pays pour se présenter entre le gouvernement et le RUF s'est donc forgée rapidement et s'est réalisée par le biais de l'IRSCL, réplique nationale du WCRF.

Dès le 23 mai 1997, une délégation de ce nouveau Conseil interreligieux national rencontre le président Kabbah pour présenter ses services : cette délégation est introduite par le coprésident de l'époque Alimamy P. Koroma qui est également secrétaire général du Conseil des Eglises de Sierra Leone. Mais la visite tourne court : elle est suivie d'un coup d'état deux jours après, par des putchistes de l'armée nationale. Le contact avec les putschistes s'averera difficile et ils ne prendront aucun de ses conseils au sérieux, avant d'être délogés par l'ECOMOG en février 1998. Néanmoins, il y a peu doute que la forte visibilité du Conseil et son engagement auprès de la junte ont empêché de plus grands abus à l'encontre des civils.

L'ONU fait appel à Religions pour la paix

Après la restauration du gouvernement civil en mars 1998, et le retour de Kabbah au pouvoir, les rebelles reprennent leur avancée dans les provinces de l'est et du nord fin 1998. Ils attaquent Freetown en janvier 1999, massacrent et incendient à nouveau églises et mosquées. Musulmans et catholiques sont enlevés et assassinés. Ils finissent par être repoussés, quand Francis Okelo, envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU, se tourne vers l'IRCSL. Il demande au Conseil, en tant qu'acteur clé dans la recherche de la paix, d'engager un dialogue entre le Président Kabbah et le chef du RUF, Foday Sankoh, alors en en garde à vue à Freetown, alors que ses troupes continuent leur combat et destructions. L'IRCSL ne conteste pas pour sa part, le soutien de l'ONU, de la CEDEAO et des diplomates occidentaux à la stratégie combinée du gouvernement.

Double médiation

[14] Thomas Mark Turay, "Civil Society and Peacebuilding; The Role or the Interreligious Council of Sierra Leone". revue en ligne *Accord* n° 9, pp. 50-53, https://www.c-r.org/accord-article/civil-society-and-peacebuilding-role-inter-religious-council-sierra-leone

Début février 1999, l'IRCSL publie une déclaration condamnant les exactions du RUF mais appelant ses dirigeants à négocier. A partir de cette date, il devient le véritable artisan des négociations. Il réunit les chefs de tribus et les parlementaires lors d'une série de réunions de consultation afin de formuler leurs points de vue. Fin février 1999, Il recommande la convocation d'une conférence consultative nationale, la fermeture de la frontière avec le Libéria qui aide les rebelles et la nomination d'un ambassadeur de paix itinérant. Ensuite, il organise un certain nombre de réunions avec le Président Kabbah pour le convaincre de négocier avec le RUF. Fin mars 1999, Kabbah accepte que le Conseil rencontre Sankoh dans une caserne militaire de Freetown. Une négociation préalable est menée entre Sankoh et le Conseil interreligieux pour qu'il accepte à son tour de négocier. En échange d'une aide humanitaire en nourriture et médicaments à ses rebelles, Sankoh accepte la libération d'enfants enlevés et celle des enfants soldats, ce qui sera fait par ses commandants de terrain. Entre-temps, Kabbah accepte l'idée d'un lieu neutre pour les négociations futures et c'est là que le Conseil à la mi-avril 1999 se rend au Libéria pour convaincre Charles Taylor de faciliter le processus de paix. Il rencontre les membres du RUF à Monrovia (notamment le porte-parole Omrie Golley et le conseiller militaire Ibrahima Bah).

Présence durant les négociations de Lomé

Les représentants du gouvernement du Sierra Leone et du RUF se rencontrent à Monrovia, sous la protection de Charles Taylor. Sans surprise, la rencontre provoque de vives critiques de la part de groupes de la société civile, de journaux locaux, de responsables politiques et de nombreux Sierra-Léonais ordinaires opposés aux négociations avec les rebelles et à la participation de Charles Taylor que le gouvernement de Kabbah a finit par accepter. Les représentants des gouvernements de la CEDEAO, de l'OUA, de l'ONU, du Royaume-Uni et des États-Unis souscrivent tous à la position de l'IRCSL concernant la présence de Taylor et il prend finalement part aux négociations de Lomé.

Pendant la négociation des accords de Lomé, une équipe de quinze responsables religieux, comprenant des représentants de l'IRSL, du WCRP et du Norwegian Church Aid, est présente pour fournir des conseils et agir en tant que «médiateurs informels», principalement pour renforcer la confiance.

La réconciliation post-conflit

Au-delà de cette présence durant les pourparlers, l'IRSL a joué un rôle clé en aidant l'ONU à obtenir la libération d'un plus grand nombre d'enfants enlevés, signe de l'engagement du RUF dans le processus de paix. Après la signature de l'accord, les membres du Conseil ont collaboré avec l'ONU et d'autres agences pour procéder à une évaluation des besoins en secours d'urgence sur le territoire contrôlé par le RUF. Le gouvernement a donné à l'IRSL un rôle prépondérant pour créer le Conseil des sages et des chefs religieux, destiné à régler les différends relatifs à l'interprétation de l'accord. Cependant, ce nouveau Conseil n'a jamais été mis en place. Les membres de IRCSL ont cependant effectivement mis en place des programmes de réconciliation, de secours, de formation aux droits de l'homme, de démocratisation, de désarmement et de réintégration, en particulier pour les enfants combattants et les enfants touchés par la guerre.

L'IRCSL a organisé la distribution gratuite de milliers d'exemplaires de l'accord aux groupes de la société civile et aux ONG locales et internationales. Il a également continué à toucher la population civile et les rebelles, principalement en organisant des sessions de partage d'expériences bi-hebdomadaires consacrées à divers thèmes de l'accord. Les séances ont fourni un forum de discussion sur la mise en œuvre de l'accord et les questions liées à l'après-guerre en Sierra Leone. Ces séances ont également permis aux combattants de demander pardon, tout en permettant aux personnes qui avaient souffert d'exprimer leurs sentiments sur les atrocités et autres abus. Parmi les participants à ces séances de réconciliation figuraient des représentants du RUF, de la junte militaire, des agences gouvernementales, des médias, des ONG internationales et locales, des chefs tribaux, des hommes politiques et du grand public.

CONCLUSION

Le travail de Religions pour la Paix en Sierra Leone n'est pas sans rappeler l'action de la Communauté Sant' Edigio au Mozambique, au Guatemala, en Albanie, au Kosovo dans les années 90, ou même la rencontre de 1995 organisée à Rome avec l'ensemble des groupes d'opposition algériens dont le Front Islamique du Salut et la signature sans suite du contrat de Rome. Son *peace building process* se base essentiellement sur des contacts interpersonnels de confiance avec les protagonistes du conflit. Cela suppose pour le moins que les protagonistes en question reconnaissent la légitimité de leurs médiateurs, c'est à dire que leur caractère religieux leur donne une respectabilité supérieure à toute autre. Il peut exister des situations où cette respectabilité n'a pas de poids. Dans la configuration du Sierra Leone - et c'est le cas dans les autres conflits où les Conseils nationaux de Religions pour la paix ont servi de médiateurs- la structure interreligieuse comme représentation de la société civile a joué un rôle absolument déterminant. Son interface internationale a été tout aussi déterminante. Grâce à l'appui de l'ONU, le Conseil a obtenu des réunions consultatives avec tous les acteurs clés de la crise, des communiqués de presse, un relais presque planétaire. Son travail postérieur à la médiation, celui de la réconciliation post-conflit par des partages d'expériences, des prières et la prédication d'un message de repentance, de pardon et de réconciliation, est aussi devenu un modèle de ce type transitionnelle.